



Communiqué de presse SUD Départementaux 35

« Etats généraux de l'action sociale »

14 septembre 2011

De mars à juin 2010, les personnels des CDAS d'Ille et Vilaine se sont mobilisés, plusieurs fois rassemblés à plus d'une centaine pour demander les moyens humains nécessaires afin d'assurer correctement leurs missions. Soutenus par l'intersyndicale SUD-CGT-CFDT, ils ont entamé une grève illimitée et ont muri le projet d'Etats généraux du social, que le Conseil général a proposé de co-organiser avec les syndicats. L'objectif retenu par l'Assemblée générale des personnels du 10 septembre 2010 était de partir des besoins des usagers pour construire des réponses qui, dans le contexte de crise économique et sociale, s'inscrivent dans le sens du travail social et visent au maintien d'un service public pour toutes et tous.

Même si des consensus ont pu être trouvés dans l'organisation, dès le départ, SUD a contesté la règle imposée par le Conseil Général d'examiner la question des moyens humains.

Aujourd'hui, à l'issue de ces Etats Généraux, des réflexions intéressantes et des pistes de propositions ont émergé suite aux échanges avec les professionnels. Mais passées au crible par les élus, elles n'apparaissent plus avec la même intensité ou le même sens, voire disparaissent. **SUD ne se satisfait pas des conclusions retenues par le Conseil général et estime qu'en fin de compte ils ont servi de faire-valoir à la mise en œuvre de choix politiques : réduction des coûts de l'action sociale, justification de la nouvelle organisation déconcentrée des services (agences départementales).**

SUD revendique :

- Des moyens immédiats en personnel pour juguler les effets de surcharge de travail (sur la santé des agents, sur la qualité du service rendu à l'utilisateur...).
- Une évaluation du travail social, non pas guidée par une logique de rentabilité à court terme, mais par la qualité (relationnel, accompagnement...)
- Une réelle prise en charge globale auprès des usagers et des temps d'échanges et de réflexions pour les professionnels.
- Le développement de la prévention primaire pour la protection de l'enfance
- La résistance face aux orientations politiques visant à une normalisation, une régularisation et un contrôle des populations, au point de rendre l'utilisateur responsable de son sort.
- L'importance donnée à la place et à la voix des usagers dans le déploiement actuel de l'intervention qui leur est destinée.

syndicat Sud Départementaux 35 - Hôtel du Département - 35042 Rennes Cedex

tel. 02 99 02 39 82 fax. 02 99 02 39 91

www.sud-departementaux35.org sud-departementaux@cg35.fr